

Pour une opposition socialiste révolutionnaire à l'austérité de Sarkozy

Par Alex Lantier et Kumaran Ira, le 24 Juin 2010

Les travailleurs qui défilent contre les réductions des retraites ce 24 juin sont à la croisée des chemins. De nombreux travailleurs se rendent compte que les vieilles formes d'opposition - «les journées d'action» à l'appel des syndicats - n'empêcheront pas les mesures d'austérité de la classe dirigeante.

Au contraire, après avoir reçu des centaines de milliards d'argent public pour être renflouées, les banques sont simplement en train de se servir de la panique sur les marchés de la dette d'Etat pour faire passer de plus en plus de mesures contre la classe ouvrière. Alors que la dernière vague de coupes budgétaires se répand de la Grèce au Portugal, en passant par l'Espagne, la Grande-Bretagne et la France, cela devient évident : les banques sont prêtes à s'en prendre aux travailleurs de n'importe quel pays, organisant une course au niveau de vie le plus bas.

Le pillage de la Grèce constitue un avertissement sur ce que l'aristocratie financière prépare à l'échelon international. Le Premier ministre George Papandreou réduit les salaires et les dépenses sociales de 20, 30, 50 pour cent. Les travailleurs vont être renvoyés des générations en arrière tout en participant à une vague de grèves sans effet parce que dirigées par des syndicats contrôlés par le propre parti de Papandreou, le PASOK.

La société est confrontée à la faillite historique du capitalisme. Les différends du mois dernier entre le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel sur la manière de rembourser les dépenses des renflouements sont allés si loin que Sarkozy aurait menacé de sortir de l'Euro. En réaction, le directeur de la banque centrale Jean-Claude Trichet a déclaré que la situation était « la plus difficile » depuis 1939-45, voire peut-être 1914-18.

Cette référence notable de Trichet aux deux guerres mondiales constitue un signe clair de l'intensité de cette crise. Les travailleurs doivent faire face à une situation sans précédent en France depuis la Grande dépression, et la grève générale de mai-juin 1936 qui avait éclaté après l'élection du gouvernement du Front populaire.

Le sentiment de la nécessité d'une grève générale monte, les travailleurs concluant correctement que les grèves d'une journée des syndicats ne leur apportent rien. Un sondage récent a établi que 58 pour cent de la population française ne croient pas que des protestations d'une journée peuvent bloquer les réductions des

retraites. Interrogés sur le meilleur moyen de défendre les droits sociaux, 67 pour cent ont choisi la grève générale.

Le déclenchement de grèves massives sera applaudi par tout travailleur conscient de sa position de classe : seule une action déterminée pourra briser l'assaut de l'aristocratie financière. Cependant, une lutte unie de toute la classe ouvrière ne résoudra pas les problèmes auxquels est confrontée la classe ouvrière, elle ne fera que révéler ceux-ci - en particulier, la faillite et la fourberie des partis politiques établis.

Une grève générale pose immanquablement la question du pouvoir étatique : qui décide de ce qui va se passer une fois que les travailleurs reprendront le travail ?

Écrivant dans les années 1920 contre les opposants socio-démocrates à la Révolution russe, Léon Trotsky notait que la grève générale « ne peut par elle-même résoudre la question, car elle épuise les forces du prolétariat plus vite que celles de son adversaire, ce qui contraint tôt ou tard les ouvriers à reprendre le travail. La grève générale ne peut avoir d'influence décisive que si elle est le prélude d'un conflit entre le prolétariat et la force armée de l'ennemi, c'est-à-dire d'une insurrection. »

Ces commentaires de Trotsky ont été entièrement confirmés par les événements. Surpris en 1936 par la grève générale, le dirigeant du Parti communiste français, Maurice Thorez avait déclaré dans une phrase restée célèbre : « Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. » Dans le cadre de son pacte destiné à préserver le capitalisme français comme allié du Kremlin contre l'Allemagne, le PCF avait dit aux travailleurs de ne pas faire grève sauf à l'appel des syndicats, et avait tranquillement coordonné ses actions avec celles du gouvernement. Le gouvernement du Front populaire lui-même avait rapidement mobilisé des troupes contre les lieux de travail occupés par les grévistes.

Quatre ans plus tard, le PCF et le reste du Comintern s'alliaient avec Hitler par le Pacte Germano-soviétique, et les sentiments pronazis de la classe dominante accéléraient la capitulation française devant l'Allemagne nazie.

Ce sont ces questions historiques, considérées du point de vue de la classe dirigeante, qui préoccupent les dirigeants syndicaux et la "gauche" bourgeoise au-

jourd'hui. Racontant son entrevue avec le président de la Commission européenne José Manuel Barros, le chef de la Confédération des syndicats européens, John Monks, a prévenu que « Nous sommes en 1931 » et que l'Europe « s'est retrouvée sous des dictatures militaires, » dans les années 1930.

Monks a expliqué : « J'ai eu une discussion avec Barroso vendredi dernier sur ce qui pourrait se faire pour la Grèce, l'Espagne, le Portugal et le reste, et son message a été direct : "écoutez, s'ils ne procèdent pas à ces mesures d'austérité, ces pays risquent probablement de ne plus exister tels qu'on les connaît, en tant que démocraties." [...] Il nous a choqués avec une vision apocalyptique de démocraties européennes s'effondrant du fait de leur taux d'endettement. »

Il a conclu, « Il faut évidemment que la Grèce change. Il faut qu'elle se discipline. [...] Ils n'ont pas le choix, en Grèce. Ils doivent se contenter de ce qu'on leur a donné. » Bref, l'opposition sociale doit être manipulée et étouffée, pour que la classe dirigeante puisse prendre pacifiquement des mesures qui nécessiteraient sinon une dictature pour pouvoir être appliquées. C'est la lâche perspective des exécutants totalement loyaux envers l'aristocratie financière.

Ce genre de perspectives domine l'*establishment* de gauche et des syndicats. Le dirigeant de la CGT Bernard Thibaut est tout à coup en train de reconsidérer son soutien officiel aux coupes budgétaires de Sarkozy. Après avoir passé les quatre derniers mois à régler avec Sarkozy les détails des coupes dans les retraites, Thibaut a assuré sur RTL : « Un gouvernement ne tombe pas forcément parce qu'un de ses projets n'arrive pas au bout. » Ce qui implique que même si ces coupes sont interrompues pour un temps, Sarkozy pourra rester au pouvoir – pour les appliquer une fois le climat politique radouci.

Le Parti socialiste, parti de gouvernement de gauche de la bourgeoisie française, a également opéré un retournement stratégique, affirmant qu'il ramènerait l'âge de la retraite à 60 ans s'il obtenait la présidence en 2012. C'est un mensonge grotesque de la part d'un parti favorable à l'austérité. Le gouvernement de Gauche plurielle de 1997-2002 (PS-PCF-Verts) avait ignoré les appels lancés par certaines sections du PS, durant la campagne électorale, qui demandaient de revenir sur les réductions de retraites faites par le Premier ministre Édouard Balladur en 1993... En janvier dernier, la Première secrétaire du PS Martine Aubry a appelé à des réductions des retraites et au recul de deux ans de l'âge du départ.

La "gauche" bourgeoise et les syndicats jouent en fait un rôle de premier plan dans la préparation de ces réductions. Le Conseil d'orientation des retraites (COR), comprend dans ses rangs le député Pascal Terrasse et le Sénateur René Teulade (tous deux PS), Maxime Gremetz (PCF) et des membres des tous les grands syndicats, y compris Jean-Christophe Le Duigou de la CGT et Jean Louis Malys de la CFDT. Le COR a contribué à préparer les réductions des retraites en

2003 et 2007 ; Son rapport rendu en avril demandait davantage de réductions pour combler les déficits publics.

La proposition la plus absurde est venue du Nouveau parti anticapitaliste petit-bourgeois. Quand un journaliste lui a demandé s'il était favorable à une grève générale, le porte-parole du NPA, Olivier Besancenot, a déclaré : « C'est la seule solution face à une oligarchie qui impose un rapport de force inouï. La Guadeloupe est un exemple à suivre, celui d'un mouvement à la fois radical et uni. »

De telles déclarations démontrent le manque de sérieux politique du NPA. Cherchant à obtenir de maigres subsides de l'Etat, les petits entrepreneurs et les représentants locaux qui dirigeaient la grève en Guadeloupe avaient signé un accord pourri avec Sarkozy pour étouffer et terminer la grève. C'est un tel étranglement politique de l'opposition ouvrière qui a entraîné la crise actuelle – et pourtant Besancenot la brandit comme un exemple "radical" à suivre !

Les tâches révolutionnaires du mouvement de la classe ouvrière européenne qui s'annonce rendent ce genre d'accord impossible. Subordonner les marchés financiers aux besoins de la classe ouvrière implique de nationaliser les banques et les principales industries, sous le contrôle démocratique de la classe ouvrière – c'est-à-dire, l'établissement du socialisme. Une confrontation avec la classe dirigeante est inévitable.

Le déclenchement de manifestations de masses et de grèves est à l'ordre du jour. Cela ne peut se développer que par l'établissement de comités de travailleurs, indépendamment des syndicats. Cependant, l'expérience des assemblées générales de 1995 – créées pour coordonner les grèves et les manifestations durant les grèves des cheminots – est d'une importance critique pour comprendre les défis que cela posera aux travailleurs.

Politiquement dominées par les syndicats et les partis de la classe moyenne, n'ayant pas une perspective d'opposition au gouvernement, ces assemblées se sont dissoutes et les travailleurs ont été poussés à reprendre le travail, vaincus. Par contre, lorsque les travailleurs sont armés d'une perspective politique, des organisations de ce genre peuvent devenir des centres du pouvoir politique pour défier puis remplacer les banques et l'Etat capitaliste – comme l'ont fait les soviets de la Révolution russe en 1917.

Le Comité international de la Quatrième Internationale – le mouvement trotskyste orthodoxe – appelle les travailleurs à se joindre à la lutte pour le socialisme. Il a établi le World Socialist Web Site en tant qu'organe international pour informer sur les luttes de la classe ouvrière et leur fournir une perspective. Il invite les travailleurs et intellectuels aux aspirations socialistes à le lire et à prendre contact avec le WWSW, et à lutter pour construire le CIQI en tant que parti révolutionnaire du prolétariat international.

